

Nigeria/Libérées la veille

Les 82 lycéennes de Chibok sont à Abuja

AFP
Abuja/Nigeria

Elles devaient être reçues dans la foulée par le président Muhammadu Buhari.

LES 82 lycéennes nigérianes de Chibok libérées samedi après plus de trois ans de captivité aux mains du groupe jihadiste Boko Haram, sont arrivées hier à Abuja, où elles doivent être reçues par le président nigérian Muhammadu Buhari. Ces "82 filles de Chibok sont maintenant à Abuja", a déclaré Femi Adesina, porte-parole de la présidence sur Twitter, précisant qu'elles avaient été conduites à la résidence présidentielle.

Ces adolescentes font partie du groupe de 276 jeunes filles enlevées dans leur lycée par le groupe jihadiste en 2014, rapt dont le Nigeria a commémoré avec tristesse mi-avril le troisième anniversaire. Relayé par les médias du monde entier, ce kidnapping de masse avait provoqué une vague d'indignation à laquelle de nombreuses célébrités mondiales avaient participé via le hashtag #bringbackourgirls (Ramenez-nous nos filles). La libération de ces lycéennes est une grande victoire politique pour Muhammadu Buhari, qui en avait fait, avec la lutte contre Boko Haram, l'une des priorités de son mandat.

Malade et affaibli, le chef de l'Etat n'a assisté à aucun conseil des ministres depuis un mois, faisant douter le Nigeria de ses capacités à diriger le



Photo : AFP

Les lycéennes de Chibok en route vers Abuja, au lendemain de leur libération.

pays. Les 82 lycéennes libérées samedi ont été échangées contre des membres de Boko Haram détenus, a expliqué la présidence. Aucune information n'a été donnée sur les combattants échangés contre leur libération, mais selon des connaisseurs du mouvement, il s'agit de commandants de la faction dirigée par Abubakar Shekau qui affirme détenir les lycéennes.

Les jeunes filles sont devenues une arme de négociation dans le conflit entre le gouvernement nigérian et Boko Haram, notamment à cause de la politisation et de la médiatisation internationale qui ont entouré leur kidnapping. Amnesty International a demandé hier aux autorités nigérianes d'apporter aux lycéennes libérées un soutien psychologique adéquat et de ne pas pro-

longer la traditionnelle enquête militaire devant évaluer leur allégeance au groupe jihadiste - une pratique courante lors de la libération de milliers de villageois qui vivaient sous le joug du groupe.

"TRES MAIGRES" • "Ça a l'air d'aller, mais elles ont l'air très maigres", a indiqué à l'AFP un membre d'un groupe d'autodéfense de Banki à propos des jeunes filles libérées, dont l'une est, selon lui, accompagnée d'un enfant de moins de deux ans. Deux d'entre elles ont été amputées. L'une d'une jambe à la suite d'un bombardement de l'armée nigérienne sur des postes de Boko Haram, l'autre de la main à cause d'une blessure infectée pendant sa détention, a-t-il expliqué à l'AFP.

En octobre 2016, 21 lycéennes de Chibok avaient

déjà retrouvé la liberté après des négociations entre Boko Haram et le gouvernement, avec l'aide du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et de la Suisse.

Le CICR a de nouveau apporté un important soutien logistique à cette libération, selon les témoignages obtenus par l'AFP. "Neuf véhicules du CICR sont arrivés à Banki par camion vendredi soir", a raconté une source militaire basée dans cette localité proche de la frontière avec le Cameroun. "Ils ont ensuite ramené les filles à 17H30 (même heure au Gabon) à Banki".

Les anciennes captives ont passé la nuit dans les baraques militaires de Banki, avant de partir hier matin pour Maiduguri (capitale de l'Etat de Borno) puis Abuja.

Après cette libération, il reste une centaine de lycéennes de Chibok aux

mains de Boko Haram. Parmi les 276 adolescentes - alors âgées de 12 à 17 ans -, 57 avaient réussi à s'échapper juste après le rapt et trois ont été ensuite retrouvées près de la forêt de Sambisa, bastion de Boko Haram.

"ECRASEMENT FINAL" • Abubakar Shekau avait annoncé dans une vidéo de propagande en août 2016 que certaines d'entre elles avaient été tuées dans des raids aériens de l'armée. A la veille de Noël, le président Buhari avait annoncé triomphalement "l'écrasement final des terroristes de Boko Haram dans leur dernière enclave" de Sambisa, une forêt de quelque 1 300 km².

Mais l'accès au nord-est du pays, immense territoire aux confins du Tchad, du Cameroun et du Niger, reste extrêmement difficile. Les attaques et les enlèvements y restent quotidiens.

"Boko Haram continue à enlever des femmes, des filles, mais aussi des jeunes garçons", avait dénoncé Makmid Kamara, représentant d'Amnesty International pour le Nigeria, lors du troisième anniversaire de l'enlèvement des "filles de Chibok".

"Malheureusement, (...) de nombreux parents, de nombreuses familles ont abandonné tout espoir de retrouver ceux qu'ils aiment", écrivait-il.

Le conflit particulièrement sanglant avec Boko Haram dans la zone du Lac Tchad a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009.

L'Afrique en bref

• Guinée/Accident. Au moins 21 morts dans une collision

Au moins 21 personnes ont péri samedi en Guinée dans la collision entre un camion et un minibus près de Dubréka, au nord de Conakry, selon le dernier bilan communiqué hier par la police et un syndicat de transporteurs. Le minibus, bondé, a été écrasé par le camion, dont la benne était remplie de sable au moment de l'accident, près de cette ville située à environ 50 kilomètres de Conakry, selon un journaliste de l'AFP et des témoins.

• Libye/Migrations. 6 000 migrants secourus en Méditerranée

Environ 6 000 migrants ont été secourus vendredi et samedi en Méditerranée au cours d'une quarantaine d'opérations coordonnées depuis Rome par les gardes-côtes italiens. L'Italie et la Libye ont décidé d'accroître ces derniers mois leur collaboration en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Le but du gouvernement italien, exprimé dans un accord signé en février avec la Libye, est d'apporter un soutien humain et technique aux gardes-côtes libyens.

• Tanzanie/Accident. 32 élèves meurent dans une sortie de route



Un accident de bus, samedi dans le nord de la Tanzanie a tué 32 élèves, deux professeurs et le chauffeur, selon un nouveau bilan publié par la police qui estime que la vitesse est la cause probable du drame. L'accident s'est produit samedi matin, dans le district de Karatu, situé à une centaine de km de la ville d'Arusha. Le bus est sorti de la route et s'est écrasé en contrebas dans la rivière Marera.

• Tchad/Droits. Nouvelle arrestation au sein de la société civile

La société civile tchadienne a déploré samedi une nouvelle arrestation d'un de ses activistes, a indiqué à l'AFP la Convention tchadienne pour la défense des droits de l'homme (CTDDH). La CTDDH « informe que son militant Maoude Decladore, par ailleurs porte-parole de la plate-forme "Ça doit changer", a été arrêté hier (ndr : vendredi) à Moundou (ndr : la deuxième ville du pays, dans le sud) », indique le communiqué de l'association. Les autorités n'avaient pas confirmé cette arrestation samedi soir.

Tchad-Soudan/Au bout de six semaines de captivité

L'otage français libéré

AFP
Khartoum/Soudan

UN Français enlevé il y a six semaines au Tchad et emmené au Soudan voisin a été libéré après une opération menée en coordination avec les services de renseignement tchadien et français, ont indiqué des responsables soudanais hier.

Thierry Frezier, un employé d'une compagnie minière âgé de 60 ans, a été libéré samedi. Dans une brève déclaration à la presse à l'aéroport international de Khartoum où il a été transféré hier, l'otage a dit avoir été "bien traité" par ses ravisseurs. "Le traitement a été très bon, je n'ai rien à dire de ce

côté-là. Donc j'ai pas à me plaindre, dans mon malheur j'ai eu un peu de bonheur", a-t-il déclaré.

"Je tiens tout particulièrement à remercier le gouvernement soudanais, les autorités civiles et militaires qui ont pu permettre ma libération", a ajouté l'ex-otage.

Un responsable du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) soudanais, Mohamed Hamid, a annoncé de son côté que l'ex-otage serait remis à l'ambassade de France à Khartoum. Selon lui, le Français a été libéré grâce aux efforts coordonnés des services de renseignements du Soudan, du Tchad et de la France. "Une opération pour le libérer a été lancée en coordination avec les



Photo : AFP

L'ex-otage français Thierry Frezier dit avoir bien traité pendant sa période de captivité.

services de renseignement français et tchadien".

Thierry Frezier avait été enlevé le 23 mars dans une localité située à 50 km de Goz Beida, à 200 km au sud d'Abéché, dans l'est du Tchad. Mais dès le lendemain, les autorités tchadiennes avaient annoncé

que l'otage français se trouvait au Soudan.

En annonçant sa libération, la présidence française a félicité "l'ensemble des acteurs impliqués pour donner une heureuse issue à cet enlèvement".

Selon un responsable du ministère soudanais des

Affaires étrangères, Khaled Al-Kalas, l'ex-otage a été emmené après son rapt dans la région en conflit du Darfour (ouest du Soudan), où il a été libéré.

Les responsables soudanais et français ont affirmé qu'aucune rançon n'avait été payée pour sa libération.

"Des hors-la-loi au Tchad l'avaient kidnappé pour une rançon, mais aucune rançon n'a été payée", a affirmé M. Kalas. "Le NISS suivait la situation. Hier (samedi) il l'a libéré et capturé les ravisseurs".

Le dernier enlèvement d'un Français au Tchad remontait à novembre 2009, par un groupe soudanais du Darfour. Il avait été libéré après trois mois de détention.